



Assemblée générale

Distr. générale
1^{er} novembre 2010
Français
Original : anglais

Comité des relations avec le pays hôte

**Lettre datée du 27 octobre 2010, adressée au Président
du Comité des relations avec le pays hôte
par le Représentant permanent de la République
islamique d'Iran auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint, en votre qualité de Président du Comité des relations avec le pays hôte, la note verbale du 27 octobre 2010 que j'ai adressée à la Mission des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Comité des relations avec le pays hôte.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Mohammad **Khazaei**



**Annexe à la lettre datée du 27 octobre 2010 adressée
au Président du Comité des relations avec le pays hôte
par le Représentant permanent de la République islamique
d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Mission permanente de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments à la Mission des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies et a l'honneur de se référer à sa précédente correspondance, notamment à sa note verbale n° 545 du 29 juin 2010 concernant le refus des États-Unis d'accorder un visa d'entrée sur leur territoire à M. Mohammad Mehdi Akhondzadeh Basti, Vice-Ministre des affaires étrangères chargé des affaires juridiques et internationales, pour qu'il participe à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010 (3-28 mai 2010).

Nous avons été atterrés d'apprendre que la demande de visa d'entrée aux États-Unis de M. Akhondzadeh avait été rejetée pour la deuxième fois. Il avait demandé un visa d'entrée le 3 août 2010 pour se rendre à la soixante-cinquième session annuelle de l'Assemblée générale des Nations Unies (17 septembre-3 octobre 2010). Les autorités américaines ont également refusé de délivrer des visas d'entrée à deux autres hauts fonctionnaires du Ministère iranien des affaires étrangères, M. Ali Ahani, Vice-Ministre des affaires étrangères chargé des affaires européennes, et M. Behruz Kamalvandi, Vice-Ministre des affaires étrangères chargé des affaires américaines, qui devaient accompagner la délégation présidentielle au Siège de l'ONU.

Il est fort regrettable et décevant que les autorités du pays hôte continuent d'ignorer les obligations internationales des États-Unis en refusant des visas d'entrée à des représentants iraniens qui doivent participer à des réunions des Nations Unies. Ces décisions injustifiées constituent, de la part du Gouvernement des États-Unis, pays hôte du Siège de l'ONU, des manquements flagrants à ses obligations internationales, en particulier à celles énoncées aux alinéas a) et b) de la section 13 de l'Accord de siège.

La récurrence de ces événements laisse penser que les autorités du pays hôte ont de plus en plus tendance à profiter du fait que leur pays abrite le Siège de l'ONU pour servir leurs intérêts politiques bilatéraux. Cette attitude est contraire aux dispositions de l'Accord de siège, qui stipule que « les dispositions de la section 11 s'appliqueront quelles que soient les relations existant entre les gouvernements dont relèvent les personnes mentionnées à ladite section et le Gouvernement des États-Unis » (sect. 12).

La République islamique d'Iran déclare de nouveau au Gouvernement des États-Unis qu'elle est profondément inquiète et indignée qu'il n'ait pas rempli ses obligations internationales vis-à-vis des États Membres de l'ONU. Elle demande une fois encore aux autorités américaines de respecter les obligations juridiques que leur impose l'Accord de siège en facilitant l'admission sur leur territoire des représentants des États Membres qui doivent participer à des réunions des Nations Unies, et de prendre d'urgence des mesures pour réparer les erreurs passées, revenir sur la décision mentionnée plus haut et éviter que des situations semblables ne se reproduisent.

New York, le 27 octobre 2010